

## Tribune libre

***Pôle position – 4 octobre 2012 – Le PRCF analyse l'actualité et prend position sur la Toile. Impulser l'OPPOSITION POPULAIRE au gouvernement d'euro-austérité.***

Le 6 mai dernier, la majorité des Français a chassé Sarkozy, l'indécrottable exécutant de l'oligarchie capitaliste, l'homme-lige de Berlin et de Washington, le clone politique des Le Pen. A l'époque, tout en soulignant la nécessité pour le peuple de chasser ce personnage dangereux, le PRCF avait laissé chacun libre de son choix de second tour, tout en soulignant que sur le fond sinon sur la forme, les orientations de Hollande s'inscrivaient dans la continuité des politiques euro-libérales et atlantistes.

Après avoir feint de tergiverser pour tenter d'installer (en vain) un semblant d'état de grâce, *le tandem Hollande-Ayrault affiche de plus en plus lourdement ses choix belliqueux, austéritaires, patronaux et euro-fédéralistes.*

*Atlantisme d'abord* avec l'implication prononcée de la diplomatie et des services français dans l'entreprise visant à recoloniser la Syrie en pratiquant une politique éhontée d'ingérence armée et d'encerclement militaire (par Turquie, Qatar, Arabie saoudite interposés) en attendant que les conditions soient créées (après l'élection américaine ?) pour une invasion de la Syrie. Il ne s'agit pas d'idéaliser le régime de Damas, mais de respecter le droit des NATIONS à disposer d'elles-mêmes en refusant toute immixtion dans les affaires d'une autre nation : car le « droit d'ingérence » prôné par le va-t-en-guerre BHL justifie le « deux poids deux mesures » permanent et peut à tout moment générer un affrontement mondial incontrôlable.

*Austérité à tout-va ensuite.* Non seulement ce gouvernement n'est revenu, sinon très marginalement, sur AUCUNE des grandes contre-réformes (retraites, Sécu, hôpital, lycée, université, privatisation de GDF, autoroutes, du statut de la poste, etc.) de l'ère Raffarin-Sarkozy, mais il va prélever 20 milliards dans les poches des Français dont dix sur le fonctionnement des services publics (déjà exsangues !) et dix sur les contribuables (gel du barème de l'impôt sur le revenu en attendant l'augmentation massive de la CSG). Loin d'ouvrir une négociation salariale urgente, tant le pouvoir d'achat des salariés est malmené depuis des décennies (8 millions de pauvres, des millions de mal-logés, 3,5 millions de chômeurs ou de semi-chômeurs officiels, sans parler des pensions en baisse, des franchises médicales, etc.), Hollande ordonne une « négociation » sur le prétendu « coût du travail », avec à la clé, la baisse des cotisations patronales finançant les retraites et la Sécu, l'augmentation de la flexibilité (alors qu'une majorité trouve déjà peu supportables ses conditions de travail), la casse du contrat de travail et l'augmentation massive de la CSG : bref, les Gribouilles du gouvernement prétendent « sauver notre modèle social » alors qu'ils le mettent en pièces ! A preuve le ministère de l'Equipement où déjà, 6 retraités sur 7 ne sont plus remplacés. Ne parlons pas de l'emploi où Tartarin Montebourg en est réduit à des effets de manche pendant que PSA, Doux, Durisotti, Sanofi, Mittal, Fralib, etc. plongent des milliers de familles dans le désespoir et aggravent la désindustrialisation française au risque de plomber la balance commerciale déficitaire du pays ! Décidément, les manifestants du PRCF avaient raison de crier, à la manif du 30 septembre, « *Mont'bourg, pantin ! / Assez gesticulé / Faut sortir de l'euro/ Et nationaliser !*

Bien entendu il y a quelques mesurette PROVISOIRES contre les plus riches : il s'agit, comme l'avouent sans honte les ministres en place, non pas de récupérer les sommes volées à

**l'Etat depuis des décennies (avantages fiscaux multiples, baisse des « charges », subventions sans contrôle au titre de l' « aide à l'embauche »...), mais de faire passer la pilule auprès des salariés : la « justice » pour emballer le paquet, les arêtes de poisson dans le paquet !**

**Ces choix de classe sont dictés par *l'alignement total des euro-fédéralistes du gouvernement sur la stratégie fondamentale du MEDEF et de l'oligarchie « française »* : dans le Manifeste « Besoin d'aire », le MEDEF avoue crûment qu'il veut mettre un point final à l'histoire de France en construisant à marche forcée les « Etats-Unis d'Europe », en « reconfigurant les territoires » (ce que Hollande appelle un « nouvel acte de la décentralisation » achevant de dépecer les services publics d'Etat et les conventions collectives), en instituant l'anglais comme langue officielle unique de l'Europe, bref, en détruisant la nation et le « produire en France » afin de mieux dépouiller et marginaliser la classe ouvrière. C'est dans ce cadre que s'inscrit l'adoption parlementaire du TSCG, la règle d'or imposée par Merkel que s'approprient à voter les députés félons du PS, que nul n'a mandatés pour détruire la souveraineté française en matière budgétaire en soumettant le parlement de notre pays au contrôle a priori et a posteriori de la Banque européenne et de la Commission de Bruxelles.**

**Dans ces conditions, *il convient plus que jamais que grandisse l'OPPOSITION POPULAIRE FRONTALE à ce gouvernement.* Les contorsions de Pierre Laurent, du *Parti de la Gauche Européenne*, occasionnellement, du secrétariat national du PCF, ne doivent plus faire illusion. Non M. Laurent, aucun progressiste conséquent ne peut souhaiter que « la gauche réussisse » : car *c'est le fond de la politique gouvernementale qui est vicié* ; face à *ZAPAT-AYRAULT et au HOLLANDREOU* français, l'équivoque est suicidaire. Elle ouvre un boulevard à l'UM'PEN en formation autour de la surenchère grossièrement islamophobe du FN et de l'UMP « sarkoppéiste ». Ce n'est pas si on s'oppose franchement, de gauche, sur des positions d'hostilité totale à la dictature européiste que l'on favorisera le retour de la droite. C'est au contraire si on louvoie, si on continue de dire que le gouvernement a de bonnes intentions mais qu'il « cède aux pressions du patronat », si on continue de « vendre » au peuple la MENSONGERE « Europe sociale » ; et c'est pourtant ce que fait le « Front de gauche » quand, par la bouche de Mélenchon, il affirme contre toute évidence que « l'Europe est à nous ! » et que « l'euro – cette machine de guerre contre la classe ouvrière et la souveraineté des nations – est « notre monnaie » : car là et nulle part ailleurs est le cœur de la stratégie social-démocrate dont le Front de gauche ne peut être autre chose qu'un accompagnateur « critique » avec sa politique euro-constructive.**

***C'est pourquoi le PRCF continuera à travailler, non pas à la « réorientation progressiste » - au choix - de l'euro, de l'UE, du PS, du « front de gauche » - mais au regroupement dans l'OPPOSITION POPULAIRE***

**• *Des vrais communistes, membres ou pas du PCF, pour une vraie campagne contre l'UE et l'euro, pour la rupture unilatérale de la France avec l'UE, contre le capitalisme et pour le socialisme* ; le texte unitaire diffusé en commun par le PRCF et la Gauche communiste à la fête de l'Huma est un pas dans cette direction, mais le PRCF lance aussi un appel pressant à tous ceux qui entendent préférer l'action de classe aux sottises querelles de préséance.**

**• *Des vrais syndicalistes* : alors que la CGT et la FSU continuent, au niveau**

**confédéral, de nourrir des illusions sur le gouvernement Hollande et sur la « construction européenne », unissons-nous à partir des revendications pour l'emploi, le pouvoir d'achat, la protection sociale, le droit au logement, exigeons l'annulation de la « dette » et refusons de la payer aux banksters que sert le gouvernement, *déclarons clairement que nos acquis sociaux valent un million de fois mieux que le salut de LEUR damné euro !***

• ***Des vrais patriotes républicains et antifascistes* qui veulent faire vivre les *grandes idées du programme du CNR* : indépendance nationale, coopération internationale, nationalisation des monopoles capitalistes et des banques, progrès social, centralité du monde du travail dans la République, démocratie large (qui passe par une nouvelle constitution), et bien entendu dans les conditions actuelles, abrogation des contre-réformes sarko-maastrichtiennes et des mesures fascisantes instituant une xénophobie d'Etat avec l'exigence claire de *rompre sans retour avec l'OTAN et l'UE.***

• ***Des vrais internationalistes* qui doivent se regrouper pour conjurer l'intervention impérialiste et les ingérences en Syrie et dans tout autre pays menacé par l'impérialisme américain et par son très agressif accompagnateur « français ».**